

Chronologie

Septembre/Octobre 2006*

Septembre

1.9 La réforme du fédéralisme, régissant les pouvoirs entre l'État et les Länder (voir *Documents* 2006/02) entre en vigueur.

1.9 Pour la troisième fois, la Bundeswehr prend le commandement de la Kfor, la force de protection de l'OTAN au Kosovo, forte de 17 000 hommes originaires de 35 pays différents, dont 2 900 soldats du contingent allemand présents depuis 1999. Après avoir assisté à Pristina à la cérémonie de passage du commandement, le ministre allemand de la Défense Franz-Josef Jung lance un appel à la coopération entre Serbes et Albanais du Kosovo quant au futur statut de la province.

2.9 Le président allemand Horst Köhler demande à ses citoyens originaires des territoires perdus par l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale de renoncer à toutes réparations. Le chef de l'État souhaite montrer aux voisins européens qu'il n'y a pas de force politique en Allemagne soucieuse de réécrire l'Histoire.

4.9 Les ministres de l'Intérieur de Berlin et des Länder approuvent la création d'un fichier central antiterroriste, alimentée par les services de police et les services de renseignements. Jusqu'ici, 37 autorités régionales et fédérales sont en charge de la sécurité en Allemagne.

4.9 Réunis à Berlin sur le thème de l'Europe avec le ministre français des Affaires étrangères Philippe Douste-Blazy et le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, les ambassadeurs allemands préparent la présidence de l'Union européenne au premier semestre 2007. Le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier met en exergue

le scepticisme des citoyens envers l'Europe et souligne la responsabilité particulière qui incombe à Berlin dans la relance du processus constitutionnel.

5.9 Le premier coup de pioche symbolique est donné pour la construction d'ici 2011 du nouvel aéroport de Berlin, baptisé BBI (Berlin-Brandebourg International). Le projet est estimé à 2 milliards d'euros. Ce sera en importance le 3^e aéroport du pays.

6.9 A la tribune du Bundestag, la chancelière estime que la participation de la Bundeswehr à des missions dans des zones de crise internationales est une contribution à la sécurité de l'Allemagne. Berlin n'enverra cependant pas de soldats dans le Darfour au Soudan, en plus des militaires envoyés au Congo pour surveiller les élections. Le 4 octobre, le gouvernement décide de prolonger jusqu'au printemps 2007 le mandat des 36 observateurs militaires allemands non armés dans le sud du Soudan à condition que leur mission ne soit pas modifiée par le Conseil de sécurité des Nations-Unies. Le 28, les députés du Bundestag prolongent d'un an le mandat de la Bundeswehr en Afghanistan.

7.9 Le ministre des Affaires étrangères se rend au Liban avec des experts de la protection des frontières et des douanes pour aider à garantir la sécurité de l'aéroport de Beyrouth après le départ des forces israéliennes. Puis il s'entretient avec son homologue israélienne Zipi Livni à Tel Aviv pour évoquer la situation dans la région. De passage en Turquie, Frank-Walter Steinmeier et son homologue Abdullah Gül présentent l'initiative commune « Ernst-Reuter » sur le dialogue entre les cultures et les religions pour combattre les préjugés et l'intolérance.

9.9 Berlin critique les États-Unis pour les prisons secrètes de la CIA « qui ne correspondent pas à mes

* Chronologie établie par François Talcy, journaliste.

conceptions démocratiques », déclare Angela Merkel. A son avis, même dans la lutte contre le terrorisme, la fin ne justifie pas les moyens.

9.9 Le pape Benoît XVI se rend pour la deuxième fois en Allemagne depuis le début de son pontificat. Un an après sa participation aux Journées Mondiales de la Jeunesse à Cologne, le Souverain pontife retrouve les terres de son enfance en Bavière. Un discours prononcé devant les universitaires de Ratisbonne sur le thème de la foi et de la raison suscite des remous dans la communauté musulmane. Sans s'excuser, le pape déclare regretter d'avoir été mal compris.

10.9 Participant au sommet ASEM (Dialogue Europe-Asie) à Helsinki, la chancelière se félicite de l'importance accordée au changement climatique. Les autres thèmes abordés sont la sécurité énergétique, la lutte contre le terrorisme et la mondialisation. En marge de ce sommet, Angela Merkel s'entretient avec le premier ministre polonais Jaroslaw Kaczynski, dont la première visite à Berlin est annoncée pour le 30 octobre. Le chef du gouvernement polonais précise qu'il n'envisageait pas de revenir sur les droits de la minorité allemande en Pologne. Celle-ci est représentée au Parlement de Varsovie sans être soumise à la barre des 5 % de suffrages.

12.9 Le premier ministre espagnol José Luis Zapatero et la chancelière affirment, à Meersburg sur le lac de Constance, vouloir coopérer étroitement pendant la présidence allemande de l'Union européenne. Le problème des réfugiés africains sur les côtes européennes est au centre de ces 20^e consultations germano-espagnoles. Berlin estime que l'Espagne doit recevoir une aide de Bruxelles pour faire face à cette forte migration.

13.9 Le premier ministre chinois Wen Jiabao est reçu à Hambourg dans le cadre d'une conférence économique, avant de se rendre à Berlin. Angela Merkel évoque notamment la question du respect des droits inaliénables de l'homme en Chine, mais aussi la protection de la propriété intellectuelle importante pour les entreprises allemandes qui veulent investir dans le pays. Un accord est signé sur la lutte contre le piratage de produits par le dirigeant

chinois et le président de l'Office allemand des brevets Jürgen Schade.

17.9 Malgré des résultats en baisse, le parti social-démocrate s'impose dans deux scrutins régionaux, à Berlin et dans le Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale (voir *Documents* 2006/05). Le 29 septembre, les sociaux-démocrates de Berlin décident de poursuivre leur coopération avec la Gauche issue du parti communiste réformé PDS. Ceux du Mecklembourg décident de mettre fin à la coalition rouge-rouge en place depuis huit ans pour gouverner avec les chrétiens-démocrates. Le 16 octobre, les députés élisent la sociale-démocrate Sylvia Bretschneider présidente du Landtag de Schwerin.

20.9 Une majorité de 442 députés (sur 599) du Bundestag donne son feu vert pour que des soldats de la Bundeswehr participent jusqu'en août 2007 à la mission de maintien de la paix au Proche-Orient. 2 400 soldats, dont 1 500 de la marine, sont assignés à la FINUL pour surveiller les côtes libanaises et empêcher le trafic d'armes destinées au Hezbollah. Des fonctionnaires de police des frontières assurent par ailleurs la sécurité de l'aéroport de Beyrouth. Dès le lendemain, le ministre de la Défense Franz-Josef Jung prend congé d'un premier contingent de 1 000 soldats à Wilhelmshaven.

21.9 Dans son « discours de Berlin », manifestation traditionnelle du chef de l'État, le président Horst Köhler dresse un bilan mitigé de la politique allemande en matière d'éducation (voir dans ce numéro).

22.9 Un grave accident sur la piste d'essai du Transrapid à Lathen en Basse-Saxe se solde par 23 morts. Un train à sustentation magnétique entre en collision à 170 km/h avec un véhicule resté sur les rails. Le débat est lancé une nouvelle fois sur l'opportunité de poursuivre le développement de cette nouvelle technologie, qui n'a été appliquée que sur une courte distance entre Shanghai et son aéroport.

22.9 Dans son premier discours à la tribune de l'assemblée générale des Nations-Unies, le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter

Steinmeier demande que tout soit fait pour que le monde ne soit plus divisé en blocs hostiles. Il rappelle que les conflits du Proche-Orient ou en Afghanistan ainsi que la lutte contre le terrorisme ne doivent pas être considérés comme un front occidental dirigé contre l'islam. Le chef de la diplomatie allemande demande à l'Iran de comprendre qu'une solution à la question nucléaire est nécessaire pour la stabilité et la paix au Moyen-Orient.

22.9 Trois mois avant d'assumer la présidence de l'Union européenne, Angela Merkel souhaite en priorité intensifier la coopération entre les États membres avant d'accueillir de nouveaux partenaires. Elle exclut néanmoins les pays des Balkans de cette restriction, car l'Europe entend donner une perspective européenne à ces États pour stabiliser la région. Le 26 septembre, un rapport de la Commission européenne publié à Bruxelles indique que la Bulgarie et la Roumanie peuvent adhérer à l'Union le 1^{er} janvier 2007. Le ministre allemand des Affaires étrangères incite malgré tout les deux pays à poursuivre leurs réformes, notamment dans leur lutte contre la corruption.

23.9 L'Allemagne, la France et la Russie veulent ensemble s'engager en faveur de la paix dans le monde et coopérer dans les domaines de l'approvisionnement énergétique et de la construction aéronautique. Réunis en sommet tripartite à Compiègne, Angela Merkel et les présidents Jacques Chirac et Vladimir Poutine soulignent leur volonté de réaliser un partenariat constructif entre l'Union européenne et la Russie.

24.9 Le président du parti social-démocrate Kurt Beck reconnaît que des tensions subsistent entre les deux partis de la coalition gouvernementale à propos de la réforme de la santé. La controverse est largement alimentée par un débat lancé par les ministres-présidents chrétiens-démocrates, qui exigent des modifications du compromis, ce que la présidente de leur parti, la chancelière Angela Merkel, refuse. Le 2 octobre, les experts des partis de la coalition gouvernementale se mettent d'accord sur un compromis. Deux jours plus tard, à l'issue d'une rencontre au sommet de sept heures, les négociateurs décident de repousser de six mois l'une des

questions essentielles et âprement controversées de la réforme, l'instauration d'un fonds pour la santé, dans lequel seraient versées les cotisations aux caisses d'assurance maladie. Accueilli avec soulagement par les partis politiques de la grande coalition qui craignaient une crise de gouvernement, le compromis est néanmoins critiqué par l'opposition, les caisses maladie et le président de la Cour constitutionnelle régionale de Berlin.

26.9 L'intendante de l'Opéra allemand (*Deutsche Oper*) de Berlin, Kirsten Harms, provoque une polémique en déprogrammant l'opéra *Idoménée* de Mozart par crainte de représailles terroristes. La chancelière condamne cette décision, préférant se référer à la liberté d'expression. Mise en scène par Hans Neuenfels, le programme devait être présenté trois fois au mois de novembre, jusqu'à ce que le ministre berlinois (sénateur) de l'Intérieur lance une mise en garde contre le risque d'attentat. Dans cette mise en scène, le roi de Crète Idoménée rapporte les têtes décapitées de Poséidon, Jésus, Bouddha et Mahomet. De nombreuses voix s'élèvent contre cette autocensure par la peur.

27.9 Sur invitation du gouvernement de Berlin, quinze personnalités représentant les musulmans vivant en Allemagne se retrouvent au château de Charlottenburg avec des experts allemands et le ministre de l'Intérieur Wolfgang Schäuble pour une première conférence sur l'islam. Pour le ministre, les musulmans d'Allemagne doivent créer eux-mêmes les conditions qui leur permettraient d'être traités sur un pied d'égalité avec les chrétiens. Il estime que le dialogue est ouvert ; malgré tout le respect de la Loi fondamentale reste une condition non négociable. Ce dialogue doit durer trois ans. Après un débat de deux heures au Bundestag, la majorité des députés apporte le lendemain son soutien au dialogue lancé par la conférence sur l'islam.

28.9 Selon l'Agence pour l'Emploi, l'Allemagne compte en septembre 4,238 millions de chômeurs, soit un peu plus de 10 % de sa population active, soit 134 000 de moins qu'au mois d'août. Un an plus tôt, le chômage touchait 11,2 % de la population. La reprise profite aux jeunes, mais aussi aux salariés de plus de cinquante ans.

Octobre

2.10 Franz Josef Jung, ministre de la Défense, rejette toute éventualité d'une prolongation de l'engagement de la Bundeswehr au sein de la force européenne Eufor en République Démocratique du Congo. Réunis à Helsinki, les ministres européens décident également de retirer leurs quelque 2 000 soldats comme prévu au 30 novembre 2006, malgré la proposition initiale de la France de maintenir les soldats en place après les élections congolaises.

3.10 A l'occasion de la Journée de l'Unité allemande, dont la célébration centrale a lieu cette année à Kiel dans le Schleswig-Holstein, la chancelière rend hommage à la révolution pacifique de 1989 en RDA et invite ses concitoyens à se projeter vers l'avenir avec courage plutôt qu'avec crainte. « La liberté est et sera toujours pour moi la clé décisive pour l'avenir de la justice et de la solidarité », déclare-t-elle devant quelque 1 200 invités.

3.10 Frank-Walter Steinmeier inaugure le 58^e Salon du Livre de Francfort en présence du ministre indien de l'Éducation Arjun Singh. L'Inde est en effet à l'honneur cette année avec plus de 200 éditeurs et 70 auteurs. Plus de 7 200 exposants de 113 pays sont présents sur une surface en augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente.

5.10 Angela Merkel est favorable à des négociations d'adhésion équitables et ouvertes entre la Turquie et l'Union européenne, mais préfère un partenariat privilégié à une adhésion. A Ankara, la chancelière reprend la requête européenne pour demander que soient ouverts les ports et aéroports turcs aux navires et avions chypriotes. La Turquie ne reconnaît que la partie turque de l'île au Nord et non la partie grecque au Sud. Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan fait valoir pour sa part que les restrictions commerciales imposées au Nord de Chypre rendent impossibles une telle ouverture. Par ailleurs, Angela Merkel salue l'initiative des deux ministres des Affaires étrangères en faveur d'une coopération entre les universités et les artistes des deux pays, ainsi que celle du premier ministre turc qui veut proposer en Turquie des cours d'allemand aux candidats à l'immigration.

7.10 Deux collaborateurs de la radio allemande *Deutsche Welle*, une journaliste et un technicien, sont assassinés dans le Nord de l'Afghanistan. Ils avaient participé à l'élaboration d'un système de médias dans le pays et procédaient à des recherches pour un reportage. C'est la première fois depuis la chute du régime des Talibans que des journalistes allemands sont tués en Afghanistan. Un porte-parole des Talibans décline toute responsabilité dans ce crime.

8.10 Par voie de presse, plusieurs membres de la coalition gouvernementale critiquent ouvertement le comportement de leur partenaire respectif. Le président du groupe parlementaire SPD, Peter Struck, critique la manière de gouverner de la chancelière et sa faiblesse face aux revendications des ministres-présidents chrétiens-démocrates. Angela Merkel répond sur le même ton dans une interview télévisée. Face à ces tensions, d'aucuns lancent un appel à la raison pour que la grande coalition puisse poursuivre son travail de réformes.

8.10 Le Prix de la paix des libraires allemands, remis traditionnellement le dernier jour du Salon du Livre de Francfort, est attribué cette année au sociologue allemand Wolf Lepenies, ancien recteur du Collège des sciences de Berlin de 1986 à 2001. Le sociologue consacre son discours de remerciements aux relations entre l'Europe et le monde musulman, soulignant notamment la responsabilité de la science sur ce sujet.

9.10 La chancelière réunit son deuxième sommet de l'énergie avec la participation de plusieurs ministres, de chefs d'entreprises et d'experts. Berlin veut présenter en 2007 une stratégie énergétique valable jusqu'en 2020 et mettre le sujet au centre des discussions européennes et internationales. Cette année, Berlin a déjà débloqué 1,5 milliard d'euros en crédits à taux réduits pour un programme d'assainissement des bâtiments. Angela Merkel annonce à cette occasion que le gouvernement ne reviendra pas sur la décision de son prédécesseur de renoncer progressivement à l'option nucléaire.

10.10 Le 6^e dialogue de St-Petersbourg se tient à Dresde, en présence du président russe Vladimir Poutine. La chancelière condamne publiquement

l'assassinat, quelques jours plus tôt, de la journaliste russe Anna Politkovskaia, critique du gouvernement russe. Le président Poutine assure que le meurtre serait puni, mais minimise l'influence politique que la presse occidentale donne à la victime. Dans le domaine économique, les deux pays annoncent leur intention d'approfondir leurs relations, entre autres dans le secteur aérospatial et dans l'approvisionnement énergétique.

11.10 Reçu à Berlin pendant le conseil des ministres, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso s'informe sur les projets du gouvernement allemand pour le premier semestre 2007, période pendant laquelle l'Allemagne assumera la présidence de l'Union. La question de la Constitution ne sera pas la seule priorité. La chancelière déclare vouloir « repenser l'Europe » en réduisant la bureaucratie et en favorisant la croissance. Un sommet extraordinaire aura lieu à Berlin le 25 mars 2007 pour célébrer le 50^e anniversaire des Traités de Rome. Une déclaration commune du Conseil, du Parlement et de la Commission sera publiée à cette occasion.

12.10 Le 7^e conseil des ministres franco-allemand se déroule à Paris sur fond de crise EADS et Airbus. Alors que le nouveau président d'Airbus est à Hambourg pour présenter son plan de réformes, le président français Jacques Chirac plaide en faveur de restructurations, dont les conséquences seraient « harmonieusement réparties » entre Hambourg et Toulouse. Outre les questions d'énergie, les deux gouvernements quasiment au complet évoquent la politique d'intégration qui fera l'objet de propositions communes pour les partenaires européens en 2007, « Année européenne de l'égalité des chances ». Réunis à l'initiative de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ), quarante jeunes des deux pays, issus de milieux défavorisés et de l'immigration, présentent des suggestions concrètes. Parmi les accords signés, on note celui sur l'hébergement commun des missions diplomatiques dans les pays tiers, ainsi que celui sur la fiscalité des dons et successions.

13.10 Les ministres régionaux de l'Éducation et 26 représentants de la Société allemande pour la Recherche (DFG) attribuent à l'université Ludwig

Maximilian et à l'université technique de Munich, ainsi qu'à l'université de Karlsruhe le label « université d'élite ». Elles recevront quelque 21 millions d'euros de subventions par an pendant cinq ans. Le concours sera renouvelé l'an prochain pour attribuer les palmes de l'excellence à d'autres universités. Une quarantaine de hautes écoles sont en lice. 1,9 milliard d'euros sont prévus d'ici 2011, 75 % de cette somme étant versés par Berlin.

15.10 L'Allemagne prend la relève de l'Italie pour le commandement de la « Maritime Task Force » au large des côtes libanaises. L'unité de marine doit surveiller les frontières maritimes du Liban, ainsi que le prévoit la résolution 1701 des Nations-Unies sur la FINUL.

15.10 La publication d'une étude de la Fondation Friedrich-Ebert, proche du parti social-démocrate, sur la pauvreté en Allemagne déclenche un large débat sur les « couches inférieures » de la population (voir dans ce numéro). La gauche du SPD accuse le gouvernement rouge-vert de l'ancien chancelier Schröder d'être en partie responsable de cette évolution.

17.10 Le musée de Bode à Berlin ouvre de nouveau ses portes après avoir été totalement rénové pendant ces six dernières années. Héritage de l'époque wilhelminienne, ce musée compte dans ses collections des sculptures de l'Antiquité à nos jours parmi les plus belles du monde. Wilhelm von Bode avait été le premier directeur du musée en 1897.

17.10 Le gouvernement régional de Saxe-Anhalt adopte un programme d'action contre l'extrémisme de droite en mettant notamment en réseau toutes les initiatives contre l'intolérance, la xénophobie et l'antisémitisme. Dans une cour de récréation de Parey, trois élèves avaient contraint un écolier à porter autour du coup une pancarte avec des inscriptions anti-juives.

19.10 La Cour constitutionnelle de Karlsruhe rejette l'action intentée par le Land de Berlin en vue d'obtenir de l'État une aide financière pour consolider sa situation budgétaire. Les juges réfutent la situation de crise évoquée par le bourgmestre de Berlin et soulignent une mauvaise gestion de la ville.

20.10 De nombreux représentants de la politique et des syndicats, venus de toute l'Europe, se réunissent à Lahti en Finlande, sous la présidence du président de la Commission européenne José Manuel Barroso et du chef du gouvernement finlandais Matti Vanhanen pour envisager ensemble l'avenir de l'état social face à la mondialisation. Parallèlement, les chefs d'État et de gouvernement des 25 pays-membres sont réunis en sommet avec le président russe Vladimir Poutine, avec entre autres la politique énergétique à l'ordre du jour.

21.10 L'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing reçoit à Münster le Prix de la paix de Westphalie 2006. Le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker rend hommage à « l'architecte de l'Europe » et à « sa volonté indomptable » en faveur de la construction européenne. Le Prix, créé en 1998, rappelle la paix de Westphalie signée à Münster et Osnabrück en 1648 pour mettre fin à la Guerre de Trente ans.

23.10 Le ministre de l'Intérieur Wolfgang Schäuble et son homologue afghan Ahmad Zarar Moqbel signent un accord sur la poursuite des efforts fournis par l'Allemagne en faveur d'une administration de police en Afghanistan. Berlin a dépensé 70 millions d'euros depuis 2002.

24.10 Le président Horst Köhler refuse de signer la loi sur la privatisation de la sécurité aérienne, estimant que cette loi serait contraire à la Loi fondamentale. Le gouvernement avait espéré recevoir un milliard d'euros par la vente de trois quarts des parts de l'État.

25.10 Le quotidien à grand tirage *Bild-Zeitung* publie des photos macabres de soldats allemands de la force internationale ISAF brandissant des crânes humains (vraisemblablement de soldats russes). Tous les partis condamnent ces exactions (qui remontent à 2003) et exigent des sanctions contre les soldats. La chancelière prône la fermeté dans cette affaire. Le lendemain, le ministre de la Défense Franz-Josef Jung déclare à la tribune du Bundestag que de tels soldats n'ont pas leur place dans la Bundeswehr. Deux soldats sont aussitôt suspendus. Le 28, *Bild* publie de nouvelles photos, récusant ainsi la thèse d'acte isolé.

Par ailleurs, le conseil des ministres adopte le Livre blanc 2006 sur la sécurité de l'Allemagne et l'avenir de la Bundeswehr, le premier depuis 1994. Le document prévoit une prévention nationale intégrant les instruments politiques, militaires, économiques et policiers ainsi que les services de renseignement pour relever plus efficacement le défi du terrorisme. Une coopération plus étroite entre ministères, avec l'OTAN, l'Union européenne et les Nations-Unies est également préconisée.

27.10 L'opposition parlementaire affirme que le gouvernement a trompé les députés du Bundestag en lui demandant d'approuver sa participation à la mission des Nations-Unies au Liban. Selon les limites définies par le mandat, les soldats allemands ne peuvent intervenir librement dans la zone côtière. Or le gouvernement s'était engagé à faire en sorte que la marine ait toute latitude pour agir. Plusieurs incidents entre la marine allemande et l'aviation israélienne au large du Liban sont relativisés par le premier ministre israélien Ehoud Olmert dans un entretien téléphonique avec la chancelière.

28.10 Bernd Pischetsrieder, chef de Volkswagen, et le ministre russe de l'Économie German Gref posent la première pierre d'une usine de montage à Kagula, à 160 kilomètres au sud-ouest de Moscou. Les premiers véhicules Skoda sortiront des chaînes début 2009. Une production annuelle de 115 000 autos est prévue.

30.10 Le premier ministre polonais Jaroslaw Kaczynski est reçu à Berlin. Il évoque avec la chancelière le projet germano-russe de gazoduc, lancé sans consulter la Pologne. Varsovie estime que les irritations de ces derniers mois entre les deux pays ne sont que des malentendus. Angela Merkel rejette de nouveau l'idée d'un dédommagement par la Pologne de plaignants allemands expulsés de l'actuel territoire polonais après la guerre. Le premier ministre polonais, qui entend codifier par un accord bilatéral un renoncement mutuel aux réparations, estime pour sa part que le dossier n'est pas clos.

